

Comme nous sommes là pour guider les citoyens, nous devrions certainement pouvoir faire comprendre que nos agriculteurs étant en moyenne âgés de plus de 50 ans, il y a lieu de poursuivre l'étiquetage pendant un certain nombre d'années pour les pesticides et les engrais qui sont tellement importants pour la production d'aliments. Il faudrait le faire jusqu'à ce que les jeunes qui connaissent le système métrique prennent la relève ou jusqu'à ce que les agriculteurs âgés qui possèdent des ordinateurs parviennent à comprendre ce système. Cela ne coûtera rien au gouvernement. Interdire à quiconque d'utiliser de nouveau les mesures impériales sous prétexte que nous avons le système métrique, ce serait de l'orgueil mal placé. C'est ridicule. Les députés devraient songer sérieusement à adopter cette motion.

Les éleveurs du pays ont rejeté le système métrique pour leurs ventes. Ils ont exercé de telles pressions que le gouvernement a renoncé à imposer ce système de mesure pour la vente des bœufs. Selon le ministère de l'Agriculture, le secteur d'élevage est un de ceux avec lesquels la Commission du système métrique éprouve des difficultés. Mais d'autres se révoltent. Les gens commencent à se dire qu'on a empiété sur leur liberté en leur imposant ce programme. Ils commencent à le rejeter. Ils pensent être libres d'accepter ou non et, si on le leur impose une chose, ils veulent avoir le droit de la rejeter.

Dans une lettre adressée à l'ancien chef de l'opposition, le député du Yukon (M. Nielsen), les représentants de l'industrie du camionnage ont déclaré ce qui suit:

L'Alberta Trucking Association s'est opposée au système métrique depuis qu'il est apparu au Canada. Le conversion a causé énormément de confusion sur le marché et cela a coûté beaucoup plus cher qu'on ne s'y attendait.

La conversion au système métrique a coûté extrêmement cher. Si nous n'avions pas imposé le système métrique avec autant de rigueur à nos concitoyens, nous aurions pu étaler ces dépenses sur une vingtaine ou une trentaine d'années. Pourquoi cette précipitation? Je comprends mal pourquoi on a cru nécessaire de hâter tellement les choses.

J'appuie la motion du député non pas parce que je m'oppose à la conversion, mais pour une question de commodité. J'ai vu des agriculteurs prendre un bidon d'engrais en mesure métrique et le verser dans un bidon d'un gallon afin d'avoir le bon dosage. Ils le versent ensuite dans leur arroseuse. Ils oublient souvent que ce produit chimique n'est plus le même qu'il y a cinq, six ou dix ans. Sa concentration peut-être plus élevée ou plus faible. Ils commettent donc une erreur.

Pour une question de sécurité, il faudrait inscrire une petite indication sur les bidons de pesticide, de poison agricole, de produits chimiques, de pesticides ou d'engrais. Il faudrait poursuivre le double étiquetage pendant plusieurs années, jusqu'à ce que tout le monde se familiarise avec le système métrique. On ne peut pas dire que nos agriculteurs soient trop exigeants.

**M. David Berger (Laurier):** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord revenir sur certaines expressions que le député de Végréville (M. Mazankowski) a utilisées lorsqu'il a commencé son discours. Il a prétendu que cette motion était à la fois réaliste, pratique et qu'elle tombait sous le sens commun. Il a utilisé aussi les mots «base volontaire». Les députés d'en face ont fait de cet aspect de la question leur cheval de bataille. J'aimerais rétablir les faits.

### *Conversion au système métrique*

Je vais d'abord parler de l'aspect facultatif de la conversion au système métrique. On ne cesse de nous dire qu'on n'a aucune considération pour les Canadiens en les forçant à adopter le système métrique. C'est l'argument qu'a invoqué les députés de Végréville et de Wetaskiwin (M. Schellenberger). C'est un argument de poids. Mais le seul problème, c'est qu'il n'est pas exact.

Lorsque le Livre blanc sur la Commission canadienne du système métrique a été adopté par le Parlement, bon nombre d'industries nous ont dit vouloir former des comités facultatifs qui seraient chargés de planifier et de gérer les activités de conversion aux mesures métriques. Il y a eu jusqu'à 104 comités de ce genre au Canada. Il y a eu notamment un groupe qui a été formé pour représenter le secteur des produits chimiques. Ce groupe a tenu sa première réunion le 10 juillet 1973, ici même, à Ottawa. En tout, il reste encore 14 associations qui ont toujours des représentants au sein de ce comité. Et parmi elles, il y a trois groupes qui ont fait énormément pour qu'on utilise exclusivement les mesures métriques dans la fabrication des produits chimiques et des pesticides agricoles. Il s'agissait de l'Institut canadien des engrais, de l'Association de l'industrie canadienne des produits chimiques et de l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques.

Mais ce n'est pas tout: il faut que les gens qui nous écoutent comprennent bien que tous ces comités ont participé activement à la mise au point d'un vaste programme qui comportait non seulement des enquêtes, mais aussi toute la planification et les modalités d'application du système métrique. Dans le cours de leurs travaux, les comités ont préparé leur propre calendrier d'application du système métrique. Le gouvernement ne leur avait pas imposé de telles démarches. Les députés d'en face ne cessent de dire que c'est le gouvernement lui-même qui a imposé le calendrier d'application du système métrique dans divers secteurs de l'économie, mais ce n'est évidemment pas vrai. A part quelques exceptions, dans le cas des articles réglementés surtout, ou lorsque le comité d'un secteur donné considérait que pour la bonne marche des affaires et que pour tout le monde soit traité équitablement il serait souhaitable de réglementer certains produits, ces comités ont décrété de leur propre chef qu'ils s'en tiendraient au calendrier pour leurs secteurs respectifs.

La conversion au système métrique remonte avant 1973 et même avant que le Livre blanc de 1970 n'ait été présenté. Il faut bien comprendre que le Livre blanc n'est pas sorti de l'imagination du gouvernement, mais qu'il est le fruit des démarches de professeurs, d'hommes d'affaires, d'agriculteurs et de représentants de tous les secteurs de l'économie canadienne qui considéraient qu'il fallait adopter le système métrique. La conversion à ce système se fait grâce à la participation de milliers de Canadiens depuis 15 ans.

• (1650)

Lorsque les députés d'en face accusent le gouvernement de vouloir imposer trop vite le système métrique, c'est bien beau, mais ce n'est pas vrai. Le député de Végréville a dit que sa proposition était réaliste. Comment le savoir? Il faut à mon sens tenir compte d'un ou deux facteurs. Le premier, c'est la sécurité et l'autre, ce sont les considérations d'ordre économique. Je voudrais parler d'abord de la sécurité.